

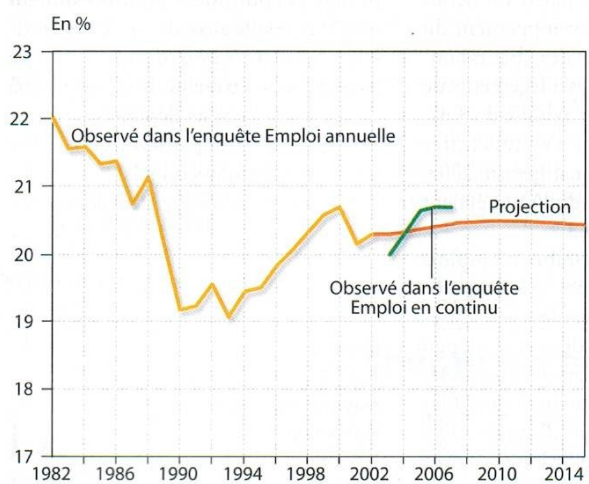
Dissertation : Comment expliquer la pluralité des politiques de lutte contre le chômage ?

Document 1

Dans le cas de la crise actuelle, [...] deux types de mesures, qui impliquent des instruments traditionnels de la politique de l'emploi, semblent avoir été privilégié dans les pays de l'OCDE : l'accroissement temporaire de la générosité de l'assurance-chômage, et les mesures de création d'emploi dans le secteur privé. [...] En France, un accord a été conclu en avril 2010 pour étendre la prise en charge des chômeurs en fin de droits et il bénéficiera à une partie des demandeurs d'emploi arrivant au terme de leur allocation entre le 1^{er} janvier et la fin de l'année 2010 : le plan prévoit une formation rémunérée pour 70 000 d'entre eux, 170 000 contrats aidés, ainsi qu'une allocation exceptionnelle concernant 325 000 personnes [...] Le levier des exonérations a également été utilisé, avec un ciblage sur les très petites entreprises : la mesure « zéro charges » a concerné 670 000 emplois depuis décembre 2008. Par ailleurs, le renforcement des contrats aidés annoncé à l'automne 2008 a principalement consisté à un effort supplémentaire pour le Contrat initiative emploi, jugé prioritaire par le gouvernement.

Christine Erhel, « Les politiques de l'emploi face à la crise », *Cahiers Français*, n° 359, La Documentation Française, novembre-décembre 2010.

Document 2 : évolution de l'emploi peu qualifié en France.



Note : à partir des projections issues du modèle Flip-Fap (Chardon et Estrade, 2007), on prolonge les évolutions des parts d'emploi peu qualifié dans chaque famille professionnelle.

Sources : Insee, enquêtes Emploi 1983-2007 ; CAS-Dares, projections.

Document 3

Evolution de l'emploi total par statut

	1982	2007
Emploi au sens du BIT (effectifs en milliers)	22 670	25 628
Formes particulières d'emploi (en % de l'emploi total)	5,4	12,3
<i>dont :</i>		
- Contrats à durée déterminée et saisonniers	3,7	7,1
- Intérimaires	0,4	2,1
- Stagiaires et contrats aidés	0,6	1,7
- Apprentis	0,7	1,4
Actifs occupés à temps partiel ¹ (en % de d'emploi total)	9,2	17,2

(¹) la proportion d'actifs à temps partiel est estimée en mars de chaque année pour l'année 1982 et en moyenne annuelle en 2007 (l'enquête Emploi est depuis 2002 réalisée en continu).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : INSEE, enquêtes Emploi – Séries longues.
Jean-Louis DAYAN , « L'emploi en France depuis trente ans », *L'emploi nouveaux enjeux*, 2008.

Note : les actifs à temps partiel peuvent occuper une forme particulière d'emploi ou un CDD

Dissertation : comment expliquer la pluralité des politiques de lutte contre le chômage ?

Introduction

Dans une société salariale, l'emploi est au cœur de l'identité des individus et du lien social ; d'ailleurs une dégradation de l'emploi, une montée du chômage, a de graves conséquences tant d'un point de vue économique que social et politique ; depuis 2008, nos pays alternent entre récession et croissance atone, et les chiffres du chômage sont, notamment en France, mauvais. Notre pays a franchi la barre des trois millions de chômeurs catégorie A, soit 10% des actifs ; le nombre d'inscrits à Pôle Emploi approche des quatre millions. Les pouvoirs publics ont le devoir de trouver des remèdes à ce mal, mais pour cela il faut établir au préalable un diagnostic. Or, le chômage connaît des formes très diverses qui appellent donc différentes pharmacopées.

Nous montrerons que les politiques de soutien de la demande globale visent à lutter contre le chômage keynésien dans une première partie, alors que les politiques de baisse du coût du travail luttent contre le chômage classique dans une seconde approche.

I. Soutenir la demande globale pour soutenir l'emploi : le pari keynésien

A. Le contenu des politiques de relance

1. Une inspiration théorique dans le contexte de la crise de 1929
2. Des politiques conjoncturelles : monétaires et budgétaires, soutien de la consommation et de l'investissement
3. Des politiques structurelles : redistribution, RSA, SMIC

A. La nécessaire relance en 2008

1. Le contenu en France : 26 milliards d'euros avec priorité au soutien à l'investissement : aides au secteur automobile par exemple
2. Soutien à la consommation : prime à la casse, aides aux chômeurs, formation rémunérée, emplois aidés... document 1 (2012 contrats d'avenir)

I. Baisser le coût du travail pour freiner le chômage classique

A. Le contenu des politiques néolibérales

1. **Une inspiration théorique : le courant néoclassique, actualisé à la faveur de la crise de 1974 : chômage involontaire de rentabilité + trappes à inactivité**
2. **Des politiques de baisse du coût du travail avec exonération de charges patronales**
3. **Des politiques de flexibilité externes : précarisation et temps partiel**

A. Quelle réalité ?

1. **La baisse du coût du travail favorise la hausse des emplois non qualifiés : doc 2**
2. **La flexibilité externe : une souplesse pour la demande de travail, et des contrats précaires en hausse : doc 3.**

Conclusion

Des outils divers et pratiqués à des degrés divers par des politiques pragmatiques aujourd'hui bien que non dénuées d'idéologie. Le débat sur la formation apparaît essentiel, et l'enjeu de la formation scolaire ne semble pas éteint si l'on en croit les politiques divergentes à ce sujet, que des changements de majorité révèlent. Il en est de même au sujet du RSA : droit sans devoir ou droit imposant un devoir ?

La gravité de la crise que nous traversons, impose l'utilisation de différents leviers pour freiner le chômage et amortir ses conséquences, et cela passe par des mesures actives mais aussi passives.